



## **Reforme de la PAC : le Parlement européen rate le virage d'une politique plus équitable, plus écologique et plus solidaire.**

réforme de la PAC, communiqué EELV 71 du 10 avril 2013

Les écologistes ont porté de nombreux amendements pour prendre en compte le dérèglement climatique, la détérioration des sols et des eaux, la perte de la biodiversité, la disparition des exploitations agricoles, entraînant perte d'emploi et désertification des campagnes, et la crise alimentaire à venir. Hélas la société qui espérait beaucoup de cette nouvelle PAC peut être déçue. Les citoyens sont en droit de s'interroger sur la légitimité du financement public d'une politique si loin de leurs préoccupations.

Les questions environnementales ont été balayées. La rotation des cultures aurait permis de produire des protéines végétales, le Parlement a préféré poursuivre la monoculture.

L'intégration de la directive « pesticide » dans la conditionnalité des aides a été votée mais pas le renforcement du respect des zones humides. Les consommateurs qui paient déjà bien cher le traitement de l'eau apprécieront.

Le plafonnement des aides est fixé 300 000€ (EELV proposait 100 000€). C'est une insulte aux millions de petites et moyennes exploitations qui reçoivent moins de 20% des fonds de la PAC. Les grosses exploitations continueront à éliminer les plus petites, alimentant le gigantisme et l'agriculture industrielle.

La bonification pour les 50 premiers hectares est une avancée mais l'aide à la petite ferme est rendue facultative pour les Etats- Membres et la France n'y est pas favorable.

Balayée également la prise en compte de l'impact de la PAC sur les pays du Sud. Or l'agriculture européenne, par sa dépendance aux importations (soja surtout) et sa logique d'exportation de produits subventionnés pèse lourdement sur la production alimentaire et sur la sécurité alimentaire à long terme des pays en voie de développement.

Nous devons poursuivre la mobilisation pour que la France inscrive dans la loi d'avenir pour l'Agriculture une politique à la hauteur de cet enjeu : produire mieux avec moins d'eau, moins d'énergie et moins d'intrants, en développant l'agrobiologie, réconciliant ainsi agriculture et société.

Marie-Claude Colin Cordier, porte-parole EELV 71

François Lotteau, secrétaire régional Bourgogne